

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/42710]

6 OCTOBRE 2022. — Décret modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale en vue de simplifier les dispositions relatives aux marchés publics et aux concessions de services et de travaux (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. A l'article 27, § 1^{er}, alinéa 3, 4^o, de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale, remplacé par le décret du 30 mai 2002, les mots « , 84bis et 84ter » sont insérés après les mots « article 84 ».

Art. 3. L'article 84 de la même loi, modifié par le décret du 4 octobre 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 84. § 1^{er}. Le conseil de l'action sociale choisit la procédure de passation des marchés publics, en fixe les conditions, engage la procédure, les attribue, assure le suivi de leur exécution, passe les marchés publics fondés sur les accords-cadres conclus et peut apporter aux marchés publics toute modification en cours d'exécution. Dans les cas où la négociation est permise avec les soumissionnaires, le conseil de l'action sociale approuve le résultat des négociations intervenues dans la limite prévue par la réglementation et les documents applicables au marché public en cause.

En cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, le bureau permanent peut d'initiative exercer les compétences du conseil de l'action sociale visées à l'alinéa 1^{er}. Sa décision est communiquée au conseil de l'action sociale qui en prend acte lors de sa plus prochaine séance.

§ 2. Le conseil de l'action sociale peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, au bureau permanent ou aux comités spéciaux.

Pour les dépenses relevant du budget extraordinaire, la délégation est limitée, au maximum, aux marchés publics d'un montant estimé inférieur à :

1^o 30 000 euros H.T.V.A. dans le centre public d'action sociale d'une commune de moins de quinze mille habitants;

2^o 60 000 euros H.T.V.A. dans le centre public d'action sociale d'une commune de quinze mille à quarante-neuf mille neuf cent nonante-neuf habitants;

3^o 120 000 euros H.T.V.A. dans le centre public d'action sociale d'une commune de cinquante mille habitants et plus.

§ 3. Le conseil de l'action sociale peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, pour les dépenses relevant du budget ordinaire au directeur général, au directeur général adjoint ou à un autre fonctionnaire, à l'exclusion du directeur financier, et pour les dépenses relevant du budget extraordinaire au directeur général et au directeur général adjoint.

Pour les dépenses relevant du budget ordinaire, la délégation est limitée, au maximum, aux marchés publics d'un montant estimé inférieur à :

1^o 5 000 euros H.T.V.A. dans le centre public d'action sociale d'une commune de moins de quinze mille habitants;

2^o 10 000 euros H.T.V.A. dans le centre public d'action sociale d'une commune de quinze mille à quarante-neuf mille neuf cent nonante-neuf habitants;

3^o 15 000 euros H.T.V.A. dans le centre public d'action sociale d'une commune de cinquante mille habitants et plus.

Pour les dépenses relevant du budget extraordinaire, la délégation est limitée, au maximum, aux marchés publics d'un montant estimé inférieur à :

1^o 2 500 euros H.T.V.A. dans les communes de moins de quinze mille habitants;

2^o 5 000 euros H.T.V.A. dans les communes de quinze mille à quarante-neuf mille neuf cent nonante-neuf habitants;

3^o 7 500 euros H.T.V.A. dans les communes de cinquante mille habitants et plus.

§ 4. Toute délégation octroyée par le conseil de l'action sociale prend fin de plein droit le dernier jour du quatrième mois qui suit l'installation du conseil de l'action sociale de la législature suivant celle pendant laquelle la délégation a été octroyée.

La détermination du seuil de délégation applicable s'opère sur base des dernières données mises à jour quant au nombre d'habitants de la commune connues au moment de l'adoption de la délibération de délégation. Sans préjudice de la faculté de modifier les délégations octroyées, la fluctuation du nombre d'habitants est sans incidence sur la délégation octroyée une fois celle-ci adoptée.

§ 5. Le Gouvernement peut, chaque fois que les circonstances le justifient, adapter les montants visés aux paragraphes 2 et 3.

§ 6. Pour l'application de la présente section, la notion de marché public englobe également les accords-cadres. ».

Art. 4. L'article 84bis de la même loi, inséré par le décret du 4 octobre 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 84bis. § 1^{er}. Le conseil de l'action sociale décide de recourir à un marché public conjoint, désigne, le cas échéant, l'adjudicateur qui agira pour le compte des autres adjudicateurs et, le cas échéant, adopte la convention régissant le marché public conjoint.

En cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, le bureau permanent peut d'initiative exercer les compétences du conseil de l'action sociale visées à l'alinéa 1^{er}. Sa décision est communiquée au conseil de l'action sociale qui en prend acte lors de sa plus prochaine séance.

§ 2. Le conseil de l'action sociale peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, au bureau permanent ou aux comités spéciaux.

Pour les dépenses relevant du budget extraordinaire, la délégation est limitée, au maximum, aux marchés publics conjoints d'un montant estimé inférieur à :

1^o 30 000 euros H.T.V.A. dans le centre public d'action sociale d'une commune de moins de quinze mille habitants;

2° 60 000 euros H.T.V.A. dans le centre public d'action sociale d'une commune de quinze mille à quarante-neuf mille neuf cent nonante-neuf habitants;

3° 120 000 euros H.T.V.A. dans le centre public d'action sociale d'une commune de cinquante mille habitants et plus

§ 3. Le conseil de l'action sociale peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, pour les dépenses relevant du budget ordinaire au directeur général, au directeur général adjoint ou à un autre fonctionnaire, à l'exclusion du directeur financier, et pour les dépenses relevant du budget extraordinaire au directeur général et au directeur général adjoint.

Pour les dépenses relevant du budget ordinaire, la délégation est limitée, au maximum, aux marchés publics conjoints d'un montant estimé inférieur à :

1° 5 000 euros H.T.V.A. dans le centre public d'action sociale d'une commune de moins de quinze mille habitants;

2° 10 000 euros H.T.V.A. dans le centre public d'action sociale d'une commune de quinze mille à quarante-neuf mille neuf cent nonante-neuf habitants;

3° 15 000 euros H.T.V.A. dans le centre public d'action sociale d'une commune de cinquante mille habitants et plus.

Pour les dépenses relevant du budget extraordinaire, la délégation est limitée, au maximum, aux marchés publics conjoints d'un montant estimé inférieur à :

1° 2 500 euros H.T.V.A. dans les communes de moins de quinze mille habitants;

2° 5 000 euros H.T.V.A. dans les communes de quinze mille à quarante-neuf mille neuf cent nonante-neuf habitants;

3° 7 500 euros H.T.V.A. dans les communes de cinquante mille habitants et plus.

§ 4. Toute délégation octroyée par le conseil de l'action sociale prend fin de plein droit le dernier jour du quatrième mois qui suit l'installation du conseil de l'action sociale de la législature suivant celle pendant laquelle la délégation a été octroyée.

La détermination du seuil de délégation applicable s'opère sur base des dernières données mises à jour quant au nombre d'habitants de la commune connues au moment de l'adoption de la délibération de délégation. Sans préjudice de la faculté de modifier les délégations octroyées, la fluctuation du nombre d'habitants est sans incidence sur la délégation octroyée une fois celle-ci adoptée.

§ 5. Le cas échéant, le conseil de l'action sociale de l'adjudicateur représenté prend acte de l'attribution du marché public par l'adjudicateur désigné.

En cas de délégation de compétences du conseil de l'action sociale au bureau permanent, aux comités spéciaux, au directeur général, au directeur général adjoint ou à un autre fonctionnaire, conformément aux paragraphes 2 et 3 la compétence du conseil de l'action sociale visée à l'alinéa 1^{er} est exercée respectivement par le bureau permanent, le comité spécial, le directeur général, le directeur général adjoint ou le fonctionnaire délégué.

§ 6. Le Gouvernement peut, chaque fois que les circonstances le justifient, adapter les montants visés aux paragraphes 2 et 3. ».

Art. 5. L'article 84^{ter} de la même loi, inséré par le décret du 4 octobre 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 84^{ter}. § 1^{er}. Le conseil de l'action sociale adhère à une centrale d'achat, manifeste le cas échéant son intérêt, modifie les conditions d'adhésion et résilie l'adhésion.

§ 2. Le conseil de l'action sociale définit les besoins en termes de travaux, de fournitures ou de services et décide de recourir à la centrale d'achat à laquelle il a adhéré pour y répondre.

§ 3. En cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, le bureau permanent peut d'initiative exercer les compétences du conseil de l'action sociale visées aux paragraphes 1^{er}, 2 et 7. Sa décision est communiquée au conseil de l'action sociale qui en prend acte lors de sa plus prochaine séance.

§ 4. Le conseil de l'action sociale peut déléguer ses compétences visées aux paragraphes 1^{er} et 2 au bureau permanent ou aux comités spéciaux.

En ce qui concerne les compétences visées au paragraphe 2, pour les dépenses relevant du budget extraordinaire, la délégation est limitée, au maximum, aux besoins d'un montant estimé inférieur à :

1° 30 000 euros H.T.V.A. dans le centre public d'action sociale d'une commune de moins de quinze mille habitants;

2° 60 000 euros H.T.V.A. dans le centre public d'action sociale d'une commune de quinze mille à quarante-neuf mille neuf cent nonante-neuf habitants;

3° 120 000 euros H.T.V.A. dans le centre public d'action sociale d'une commune de cinquante mille habitants et plus.

§ 5. Le conseil de l'action sociale peut déléguer la manifestation d'intérêt visée au paragraphe 1^{er} au directeur général, au directeur général adjoint ou à un autre fonctionnaire, à l'exclusion du directeur financier.

Le conseil de l'action sociale peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 2 pour les dépenses relevant du budget ordinaire au directeur général, au directeur général adjoint ou à un autre fonctionnaire, à l'exclusion du directeur financier, et pour les dépenses relevant du budget extraordinaire au directeur général et au directeur général adjoint.

Pour les délégations relevant du budget ordinaire, la délégation visée à l'alinéa 2 est limitée, au maximum, aux besoins d'un montant estimé inférieur à :

1° 5 000 euros H.T.V.A. dans le centre public d'action sociale d'une commune de moins de quinze mille habitants;

2° 10 000 euros H.T.V.A. dans le centre public d'action sociale d'une commune de quinze mille à quarante-neuf mille neuf cent nonante-neuf habitants;

3° 15 000 euros H.T.V.A. dans le centre public d'action sociale d'une commune de cinquante mille habitants et plus.

Pour les dépenses relevant du budget extraordinaire, la délégation est limitée, au maximum, aux besoins d'un montant estimé inférieur à :

1° 2 500 euros H.T.V.A. dans les communes de moins de quinze mille habitants;

2° 5 000 euros H.T.V.A. dans les communes de quinze mille à quarante-neuf mille neuf cent nonante-neuf habitants;

3° 7 500 euros H.T.V.A. dans les communes de cinquante mille habitants et plus.

§ 6. Toute délégation octroyée par le conseil de l'action sociale prend fin de plein droit le dernier jour du quatrième mois qui suit l'installation du conseil de l'action sociale de la législature suivant celle pendant laquelle la délégation a été octroyée.

La détermination du seuil de délégation applicable s'opère sur base des dernières données mises à jour quant au nombre d'habitants de la commune connues au moment de l'adoption de la délibération de délégation. Sans préjudice de la faculté de modifier les délégations octroyées, la fluctuation du nombre d'habitants est sans incidence sur la délégation octroyée une fois celle-ci adoptée.

§ 7. Le conseil de l'action sociale passe la commande et assure le suivi de son exécution.

En cas de délégation de compétences du conseil de l'action sociale au bureau permanent, aux comités spéciaux, au directeur général, au directeur général adjoint ou à un autre fonctionnaire, conformément aux paragraphes 4 et 5, les compétences du conseil de l'action sociale visées à l'alinéa 1^{er} sont exercées respectivement par le bureau permanent, le comité spécial, le directeur général, le directeur général adjoint ou le fonctionnaire délégué.

§ 8. Le Gouvernement peut, chaque fois que les circonstances le justifient, adapter les montants visés aux paragraphes 4 et 5. ».

Art. 6. A l'article 84^{quater} de la même loi, inséré par le décret du 4 octobre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1. au paragraphe 1^{er} l'alinéa 1^{er} est complété par la phrase :

« Dans les cas où la négociation est permise avec les soumissionnaires, le conseil de l'action sociale approuve le résultat des négociations intervenues dans la limite prévue par la réglementation et les documents applicables à la concession en cause. »;

2. le paragraphe 3 est abrogé.

Art. 7. À l'article 111 de la même loi, modifié par les décrets du 23 janvier 2014 et du 4 octobre 2018 :

1° au 4°, les modifications suivantes sont apportées :

a) au a., le tableau fixant les seuils de transmission obligatoire est remplacé par le tableau suivant :

	Procédure ouverte	Procédure restreinte/ Procédure concurrentielle avec négociation et Procédure négociée avec mise en concurrence préalable/ Procédure négociée directe avec publication préalable et Procédure négociée directe avec mise en concurrence préalable	Procédure négociée sans publication préalable et Procédure négociée sans mise en concurrence préalable
Travaux	300.000 EUR H.T.V.A.	150.000 EUR H.T.V.A.	75.000 EUR H.T.V.A.
Fournitures et services	250.000 EUR H.T.V.A.	75.000 EUR H.T.V.A.	40.000 EUR H.T.V.A.

a) le b. est remplacé par ce qui suit :

« b. la modification positive, compensée par les éventuelles modifications négatives approuvées concomitamment dans le même acte, apportée aux conditions de ces marchés de travaux, de fournitures et de services qui augmente de minimum dix pour cent le montant initial du marché; »;

b) le c. est remplacé par ce qui suit :

« c. la modification positive, compensée par les éventuelles modifications négatives approuvées concomitamment dans le même acte, apportée aux conditions de ces marchés de travaux, de fournitures et de services dont le montant cumulé aux montants des modifications positives successives augmente de minimum dix pour cent le montant initial du marché; »;

c) le d. est abrogé;

d) au e., les mots « 200 000 euros » sont remplacés par les mots « 250 000 euros H.T.V.A. »;

e) au f., les mots « d'un montant excédant 75 000 euros H.T.V.A. » sont insérés entre les mots « d'une mission de services » et les mots « par le pouvoir adjudicateur »;

f) au g., les mots « d'un montant excédant 75 000 euros H.T.V.A. » sont insérés entre les mots « d'un marché public » et les mots « passé avec »;

g) le h. est abrogé;

h) il est inséré après le littéra h. ancien un alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'application de la présente disposition, la notion de marchés publics englobe les accords-cadres. »;

2° le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° pour ce qui concerne les actes relatifs aux concessions :

a. l'attribution d'une concession de services ou de travaux dont la valeur estimée lors de l'attribution conformément à la réglementation relative aux contrats de concession excède 250 000 euros H.T.V.A.;

b. la modification positive, compensée par les éventuelles modifications négatives approuvées concomitamment dans le même acte, apportée aux conditions de ces concessions de services et de travaux qui augmente de minimum dix pour cent la valeur de la concession telle qu'estimée au moment de l'attribution conformément à la réglementation relative aux contrats de concession;

c. la modification positive, compensée par les éventuelles modifications négatives approuvées concomitamment dans le même acte, apportée aux conditions de ces concessions de services et de travaux dont le montant cumulé aux montants des modifications positives successives augmente de minimum dix pour cent la valeur de la concession telle qu'estimée au moment de l'attribution conformément à la réglementation relative aux contrats de concession. »;

3° l'article est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Le Gouvernement peut, chaque fois que les circonstances le justifient, adapter les montants visés au paragraphe 1^{er}, 4° et 5°. ».

Art. 8. À l'article 112sexies de la même loi, inséré par le décret du 23 janvier 2014 et modifié par le décret du 4 octobre 2018 :

1° au 4°, les modifications suivantes sont apportées :

au a., le tableau fixant les seuils de transmission obligatoire est remplacé par le tableau suivant :

	Procédure ouverte	Procédure restreinte/ Procédure concurrentielle avec négociation et Procédure négociée avec mise en concurrence préalable/ Procédure négociée directe avec publication préalable et Procédure négociée directe avec mise en concurrence préalable	Procédure négociée sans publication préalable et Procédure négociée sans mise en concurrence préalable
Travaux	300.000 EUR H.T.V.A.	150.000 EUR H.T.V.A.	75.000 EUR H.T.V.A.
Fournitures et services	250.000 EUR H.T.V.A.	75.000 EUR H.T.V.A.	40.000 EUR H.T.V.A.

a) le b. est remplacé par ce qui suit :

« b. la modification positive, compensée par les éventuelles modifications négatives approuvées concomitamment dans le même acte, apportée aux conditions de ces marchés de travaux, de fournitures et de services qui augmente de minimum dix pour cent le montant initial du marché; »;

b) le c. est remplacé par ce qui suit :

« c. la modification positive, compensée par les éventuelles modifications négatives approuvées concomitamment dans le même acte, apportée aux conditions de ces marchés de travaux, de fournitures et de services dont le montant cumulé aux montants des modifications positives successives augmente de minimum dix pour cent le montant initial du marché; »;

c) le d. est abrogé;

d) au e., les mots « 200 000 euros » sont remplacés par les mots « 250 000 euros H.T.V.A. »;

e) au f., les mots « d'un montant excédant 75 000 euros H.T.V.A. » sont insérés entre les mots « d'une mission de services » et les mots « par le pouvoir adjudicateur »;

f) au g., les mots « d'un montant excédant 75 000 euros H.T.V.A. » sont insérés entre les mots « d'un marché public » et les mots « passé avec »;

g) le h. est abrogé;

h) il est inséré après la lettre h. ancien un alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'application de la présente disposition, la notion de marchés publics englobe les accords-cadres. »;

2° le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° pour ce qui concerne les actes relatifs aux concessions :

a. l'attribution d'une concession de services ou de travaux dont la valeur estimée lors de l'attribution conformément à la réglementation relative aux contrats de concession excède 250 000 euros H.T.V.A.;

b. la modification positive, compensée par les éventuelles modifications négatives approuvées concomitamment dans le même acte, apportée aux conditions de ces concessions de services et de travaux qui augmente de minimum dix pour cent la valeur de la concession telle qu'estimée au moment de l'attribution conformément à la réglementation relative aux contrats de concession;

c. la modification positive, compensée par les éventuelles modifications négatives approuvées concomitamment dans le même acte, apportée aux conditions de ces concessions de services et de travaux dont le montant cumulé aux montants des modifications positives successives augmente de minimum dix pour cent la valeur de la concession telle qu'estimée au moment de l'attribution conformément à la réglementation relative aux contrats de concession. »;

3° l'article est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Le Gouvernement peut, chaque fois que les circonstances le justifient, adapter les montants visés au paragraphe 1^{er}, 4° et 5°. ».

Art. 9. § 1^{er}. Les délibérations et actes pris antérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret par les centres publics d'action sociale et les associations visées au chapitre XII de la même loi restent soumis aux dispositions qui étaient en vigueur en la matière au jour de leur adoption.

Cependant, les délibérations des centres publics d'action sociale adoptées préalablement à l'entrée en vigueur du présent décret et qui ont pour objet l'octroi de délégations sur base des articles tels que modifiés par le présent décret sont exécutoires à partir du jour de l'entrée en vigueur fixée à l'article 10, alinéa 1^{er}.

§ 2. Les délibérations et actes pris à compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret par les centres publics d'action sociale et les associations visées au chapitre XII de la même loi et relatifs à une modification apportée aux conditions d'un marché public dont l'attribution a été soumise à l'exercice de la tutelle générale d'annulation à transmission obligatoire antérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret sont soumis aux articles 111, 4°, b. et c., et 112sexies, 4°, b. et c., de la même loi tels que modifiés par le présent décret.

§ 3. Les délibérations et actes pris à compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret par les centres publics d'action sociale et les associations visées au chapitre XII de la même loi et relatifs à une modification apportée à une concession de services ou de travaux attribuée à partir du 1^{er} février 2019 mais antérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret sont soumis à l'obligation de transmission, accompagnés de leurs pièces justificatives, dans les quinze jours de leur adoption telle que visée, respectivement, aux articles 111, 5°, et 112sexies, 5°, de la même loi tels que modifiés par le présent décret.

Art. 10. Le présent décret entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'article 9, § 1^{er}, alinéa 2, entre en vigueur le lendemain de la publication au *Moniteur belge* du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 6 octobre 2022.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé,
de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—————
Note

(1) Session 2022-2023.
Documents du Parlement wallon, 1009 (2021-2022) N° 1 à 7
Compte rendu intégral, séance plénière du 5 octobre 2022
Discussion.
Vote.

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/42710]

6 OKTOBER 2022. — Decreet tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn met het oog op de vereenvoudiging van de bepalingen inzake overheidsopdrachten en concessies van diensten en werken (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Dit decreet regelt een in artikel 128 van de Grondwet bedoelde aangelegenheid, overeenkomstig artikel 138 ervan.

Art. 2. In artikel 27, § 1, derde lid, 4°, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, vervangen bij het decreet van 30 mei 2002, worden de woorden „, 84bis en 84ter” ingevoegd na de woorden „artikel 84”.

Art. 3. Artikel 84 van dezelfde wet, gewijzigd bij het decreet van 4 oktober 2018, wordt vervangen door hetgeen volgt:

„Art. 84. § 1. De raad voor maatschappelijk welzijn kiest de procedure voor het plaatsen van overheidsopdrachten, stelt de voorwaarden vast, leidt de procedure in, gunt ze, controleert de uitvoering ervan, gunt overheidsopdrachten op basis van de gesloten raamovereenkomsten en kan tijdens de uitvoering eventuele wijzigingen in de overheidsopdrachten aanbrengen. In de gevallen waarin onderhandelingen met inschrijvers zijn toegestaan, keurt de raad voor maatschappelijk welzijn het resultaat van de onderhandelingen goed binnen de grenzen van de reglementen en documenten die op de betrokken overheidsopdracht van toepassing zijn.

In gevallen van dringende spoed die voortvloeien uit niet te voorzien omstandigheden, kan het vast bureau op eigen initiatief de in het eerste lid bedoelde bevoegdheden van de raad voor maatschappelijk welzijn uitoefenen. Zijn besluit wordt meegedeeld aan de raad voor maatschappelijk welzijn die er op zijn eerstvolgende vergadering akte van neemt.

§ 2. De raad voor maatschappelijk welzijn kan zijn bevoegdheden uit hoofde van paragraaf 1, eerste alinea, overdragen aan het vast bureau of aan bijzondere comités.

Voor uitgaven in het kader van de buitengewone begroting is de delegatie ten hoogste beperkt tot overheidsopdrachten met een geraamde waarde van minder dan :

1° 30.000 euro, btw niet meegerekend, in het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van minder dan vijftien duizend inwoners;

2° 60.000 euro, btw niet meegerekend, in het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente van vijftien duizend tot negenenveertig duizend negenhonderd negennegentig inwoners;

3° 120.000 euro, btw niet meegerekend, in het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente van vijftig duizend inwoners en meer.

§ 3. De raad voor maatschappelijk welzijn kan zijn bevoegdheden, bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, overdragen aan de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal of een andere ambtenaar, onder uitsluiting van de financieel directeur, voor uitgaven die onder de gewone begroting vallen en aan de directeur-generaal of de adjunct-directeur-generaal voor uitgaven die onder de buitengewone begroting vallen.

Voor uitgaven in het kader van de gewone begroting is de delegatie ten hoogste beperkt tot overheidsopdrachten met een geraamde waarde van minder dan :

1° 5.000 euro, btw niet meegerekend, in het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van minder dan vijftien duizend inwoners;

2° 10.000 euro, btw niet meegerekend, in het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente van vijftien duizend tot negenenvertig duizend negenhonderd negennegentig inwoners;

3° 15.000 euro, btw niet meegerekend, in het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente van vijftig duizend inwoners en meer.

Voor uitgaven in het kader van de buitengewone begroting is de delegatie ten hoogste beperkt tot overheidsopdrachten met een geraamde waarde van minder dan :

1° 2.500 euro, btw niet meegerekend, in de gemeenten van minder dan vijftien duizend inwoners;

2° 5.000 euro, btw niet meegerekend, in de gemeenten van vijftien duizend tot negenenvertig duizend negenhonderd negennegentig inwoners;

3° 7.500 euro, btw niet meegerekend, in de gemeenten van vijftig duizend inwoners en meer.

§ 4. Iedere overdracht toegekend door de raad voor maatschappelijk welzijn wordt van rechtswege beëindigd, de laatste dag van de vierde maand volgend op de installatie van de raad voor maatschappelijk welzijn van de legislatuur volgend op die waarin de overdracht is toegekend.

De toepasselijke overdrachtdrempel wordt bepaald op basis van de meest recente bijgewerkte gegevens over het aantal inwoners van de gemeente die op het tijdstip van de aanneming van het overdrachtbesluit bekend zijn. Overvloedig de mogelijkheid om de verleende overdrachten te wijzigen, heeft de schommeling van het aantal inwoners geen invloed op de verleende overdracht wanneer deze eenmaal is aangenomen.

§ 5. De Regering kan, telkens als de omstandigheden het verantwoorden, de bedragen bedoeld in de paragrafen 2 en 3 aanpassen.

§ 6. Voor de toepassing van deze afdeling omvat de term "overheidsopdracht" ook raamovereenkomsten."

Art. 4. Artikel 84bis van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 4 oktober 2018, wordt vervangen als volgt:

"Art. 84bis. § 1. De raad voor maatschappelijk welzijn beslist, een samengevoegde overheidsopdracht te gebruiken, wijst, in voorkomend geval, de aanbestedende overheid aan die in opdracht van de andere aanbestedende overheden zal handelen en neemt, in voorkomend geval, de overeenkomst aan die de samengevoegde overheidsopdracht regelt.

In gevallen van dringende spoed die voortvloeien uit niet te voorzien omstandigheden, kan het vast bureau, op eigen initiatief, de in lid 1 bedoelde bevoegdheden van de raad voor maatschappelijk welzijn uitoefenen. Zijn beslissing wordt medegedeeld aan de raad voor maatschappelijk welzijn, die er tijdens zijn volgende zitting akte van neemt.

§ 2. De raad voor maatschappelijk welzijn kan zijn bevoegdheden uit hoofde van paragraaf 1, eerste alinea, overdragen aan het vast bureau of aan bijzondere comités.

Voor uitgaven in het kader van de buitengewone begroting is de overdracht ten hoogste beperkt tot samengevoegde overheidsopdrachten met een geraamde waarde van minder dan :

1° 30.000 euro, btw niet meegerekend, in het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van minder dan vijftien duizend inwoners;

2° 60.000 euro, btw niet meegerekend, in het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente van vijftien duizend tot negenenvertig duizend negenhonderd negennegentig inwoners;

3° 120.000 euro, btw niet meegerekend, in het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente van vijftig duizend inwoners en meer.

§ 3. De raad voor maatschappelijk welzijn kan zijn bevoegdheden, bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, overdragen aan de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal of een andere ambtenaar, onder uitsluiting van de financieel directeur, voor uitgaven die onder de gewone begroting vallen en aan de directeur-generaal of de adjunct-directeur-generaal voor uitgaven die onder de buitengewone begroting vallen.

Voor uitgaven in het kader van de gewone begroting is de overdracht ten hoogste beperkt tot samengevoegde overheidsopdrachten met een geraamde waarde van minder dan :

1° 5.000 euro, btw niet meegerekend, in het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van minder dan vijftien duizend inwoners;

2° 10.000 euro, btw niet meegerekend, in het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente van vijftien duizend tot negenenvertig duizend negenhonderd negennegentig inwoners;

3° 15.000 euro, btw niet meegerekend, in het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente van vijftig duizend inwoners en meer.

Voor uitgaven in het kader van de buitengewone begroting is de overdracht ten hoogste beperkt tot samengevoegde overheidsopdrachten met een geraamde waarde van minder dan :

1° 2.500 euro, btw niet meegerekend, in de gemeenten van minder dan vijftien duizend inwoners;

2° 5.000 euro, btw niet meegerekend, in de gemeenten van vijftien duizend tot negenenvertig duizend negenhonderd negennegentig inwoners;

3° 7.500 euro, btw niet meegerekend, in de gemeenten van vijftig duizend inwoners en meer.

§ 4. Iedere overdracht toegekend door de raad voor maatschappelijk welzijn wordt van rechtswege beëindigd, de laatste dag van de vierde maand volgend op de installatie van de raad voor maatschappelijk welzijn van de legislatuur volgend op die waarin de overdracht is toegekend.

De toepasselijke overdrachtdrempel wordt bepaald op basis van de meest recente bijgewerkte gegevens over het aantal inwoners van de gemeente die op het tijdstip van de aanneming van het overdrachtbesluit bekend zijn. Onverminderd de mogelijkheid om de verleende overdrachten te wijzigen, heeft de schommeling van het aantal inwoners geen invloed op de verleende overdracht wanneer deze eenmaal is aangenomen.

§ 5. In voorkomend geval neemt de raad voor maatschappelijk welzijn van de aanbestedende overheid akte van de gunning van de overheidsopdracht door de aangewezen aanbestedende overheid.

Bij overdracht van bevoegdheden van de raad voor maatschappelijk welzijn aan het vast bureau, aan de bijzondere comités, aan de directeur-generaal, aan de adjunct-directeur-generaal of aan een andere ambtenaar, overeenkomstig de paragrafen 2 en 3, worden de bevoegdheden van de raad voor maatschappelijk welzijn bedoeld in lid 1 respectievelijk uitgeoefend door het vast bureau, het bijzondere comité, de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal of de gemachtigd ambtenaar.

§ 6. De Regering kan, telkens als de omstandigheden het verantwoorden, de bedragen bedoeld in de paragrafen 2 en 3 aanpassen.”.

Art. 5. Artikel 84bis van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 4 oktober 2018, wordt vervangen als volgt:

“Art. 84ter. § 1. De raad voor maatschappelijk welzijn treedt toe tot een aankoopcentrale, geeft zo nodig blijk van belangstelling, wijzigt de voorwaarden van het lidmaatschap en zegt het lidmaatschap op.

§ 2. De raad voor maatschappelijk welzijn bepaalt de behoeften in termen van werken, leveringen of diensten en beslist, een beroep te doen op de aankoopcentrale waarbij hij aangesloten is om aan die behoeften te voldoen.

§ 3. In gevallen van dringende noodzakelijkheid die voortvloeien uit niet te voorziene omstandigheden, kan het vast bureau, op eigen initiatief, de in de paragrafen 1, 2 en 7 bedoelde bevoegdheden van de raad voor maatschappelijk welzijn uitoefenen. Zijn beslissing wordt medegedeeld aan de raad voor maatschappelijk welzijn, die er akte van neemt, op diens eerstvolgende zitting.

§ 4. De raad voor maatschappelijk welzijn kan zijn bevoegdheden uit hoofde van de paragrafen 1 en 2, overdragen aan het vast bureau of aan bijzondere comités.

Wat betreft de bevoegdheden bedoeld in paragraaf 2, voor de uitgaven in het kader van de buitengewone begroting is de overdracht ten hoogste beperkt tot behoeften met een geraamde waarde van minder dan :

1° 30.000 euro, btw niet meegerekend, in het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van minder dan vijftien duizend inwoners;

2° 60.000 euro, btw niet meegerekend, in het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente van vijftien duizend tot negenenviervertig duizend negenhonderd negenennegentig inwoners;

3° 120.000 euro, btw niet meegerekend, in het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente van vijftig duizend inwoners en meer.

§ 5. De raad voor maatschappelijk welzijn kan de in paragraaf 1 bedoelde blijk van belangstelling delegeren aan de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal of een andere ambtenaar, met uitsluiting van de financieel directeur.

De raad voor maatschappelijk welzijn kan zijn bevoegdheden, bedoeld in paragraaf 2, overdragen aan de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal of een andere ambtenaar, onder uitsluiting van de financieel directeur, voor uitgaven die onder de gewone begroting vallen en aan de directeur-generaal of de adjunct-directeur-generaal voor uitgaven die onder de buitengewone begroting vallen.

Voor uitgaven in het kader van de gewone begroting is de overdracht bedoeld in het tweede lid ten hoogste beperkt tot behoeften met een geraamde waarde van minder dan :

1° 5.000 euro, btw niet meegerekend, in het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van minder dan vijftien duizend inwoners;

2° 10.000 euro, btw niet meegerekend, in het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente van vijftien duizend tot negenenviervertig duizend negenhonderd negenennegentig inwoners;

3° 15.000 euro, btw niet meegerekend, in het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente van vijftig duizend inwoners en meer.

Voor uitgaven in het kader van de buitengewone begroting is de overdracht ten hoogste beperkt tot behoeften met een geraamde waarde van minder dan :

1° 2.500 euro, btw niet meegerekend, in de gemeenten van minder dan vijftien duizend inwoners;

2° 5.000 euro, btw niet meegerekend, in de gemeenten van vijftien duizend tot negenenviervertig duizend negenhonderd negenennegentig inwoners;

3° 7.500 euro, btw niet meegerekend, in de gemeenten van vijftig duizend inwoners en meer.

§ 6. Iedere overdracht toegekend door de raad voor maatschappelijk welzijn wordt van rechtswege beëindigd, de laatste dag van de vierde maand volgend op de installatie van de raad voor maatschappelijk welzijn van de legislatuur volgend op die waarin de overdracht is toegekend.

De toepasselijke overdrachtdrempel wordt bepaald op basis van de meest recente bijgewerkte gegevens over het aantal inwoners van de gemeente die op het tijdstip van de aanneming van het overdrachtbesluit bekend zijn. Onverminderd de mogelijkheid om de verleende overdrachten te wijzigen, heeft de schommeling van het aantal inwoners geen invloed op de verleende overdracht wanneer deze eenmaal is aangenomen.

§ 7. De raad voor maatschappelijk welzijn plaatst de bestelling en zorgt voor de opvolging van de uitvoering ervan.

Bij overdracht van bevoegdheden van de raad voor maatschappelijk welzijn aan het vast bureau, aan de bijzondere comités, aan de directeur-generaal, aan de adjunct-directeur-generaal of aan een andere ambtenaar, overeenkomstig de paragrafen 4 en 5, worden de bevoegdheden van de raad voor maatschappelijk welzijn bedoeld in lid 1 respectievelijk uitgeoefend door het vast bureau, het bijzondere comité, de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal of de gemachtigd ambtenaar.

§ 8. De Regering kan, telkens als de omstandigheden het verantwoorden, de bedragen bedoeld in de paragrafen 4 en 5 aanpassen.”.

Art. 6. In artikel 84^{quater} van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 4 oktober 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in paragraaf 1 wordt het eerste lid aangevuld met volgende zin:

“In de gevallen waarin onderhandelingen met inschrijvers zijn toegestaan, keurt de raad voor maatschappelijk welzijn het resultaat van de onderhandelingen goed binnen de grenzen van de reglementering en documenten die op de betrokken concessie van toepassing zijn.”.

2. 3^o paragraaf 2 wordt opgeheven.

Art. 7. In artikel 111 van dezelfde wet, zoals gewijzigd bij de besluiten van 23 januari 2014 en 4 oktober 2018:

1^o in punt 4^o, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

in a. wordt de tabel met de drempels voor verplichte overdracht vervangen door de volgende tabel:

	Open procedure	Beperkte procedure Mededingingsprocedure met onderhandeling en onderhandelde procedure met voorafgaandelijke oproep tot mededinging Rechtstreekse onderhandelde procedure met bekendmaking en rechtstreekse onderhandelde procedure met voorafgaandelijke oproep tot mededinging	Onderhandelde procedure zonder bekendmaking en onderhandelde procedure zonder voorafgaandelijke oproep tot mededinging
Werken	300.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	150.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	75.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND
Leveringen en diensten	250.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	75.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	40.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND

a) b. wordt vervangen door wat volgt:

“b. de positieve wijziging van de voorwaarden van deze overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, gecompenseerd door eventuele gelijktijdig goedgekeurde negatieve wijzigingen, waardoor het oorspronkelijke bedrag van de opdracht met ten minste 10% wordt verhoogd;”;

b) c. wordt vervangen door wat volgt:

“c. de positieve wijziging van de voorwaarden van deze opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, gecompenseerd door de negatieve wijzigingen die tegelijkertijd bij dezelfde akte zijn goedgekeurd, en waarvan het bedrag, samen met de bedragen van de opeenvolgende positieve wijzigingen, het oorspronkelijke bedrag van de opdracht met ten minste 10% verhoogt;”;

c) d. wordt opgeheven.

d) in e. worden de woorden “200.000 euro” vervangen door de woorden “250.000 euro, btw niet meegerekend”;

e) in f. worden de woorden “voor een bedrag van meer dan 75.000 euro, btw niet meegerekend” ingevoegd tussen de woorden “van een opdracht tot dienstverlening” en de woorden “door de aanbestedende overheid”;

f) in g. worden tussen de woorden “van een overheidsopdracht” en de woorden “gegund met” de woorden “voor een bedrag van meer dan 75.000 euro, btw niet meegerekend” ingevoegd » ; h. wordt opgeheven ;

g) de volgende alinea wordt ingevoegd na de vroegere littera h:

“Voor de toepassing van deze bepaling omvat de term “overheidsopdracht” ook raamovereenkomsten.”.

2^o punt 5^o wordt vervangen als volgt:

“5^o voor wat betreft de akten voor concessies:

a. de gunning van een concessie voor diensten of werken waarvan de geraamde waarde op het tijdstip van de gunning overeenkomstig de regelgeving inzake concessiecontracten meer dan 250.000 euro exclusief btw bedraagt;

b. de positieve wijziging van de voorwaarden van deze concessies voor diensten en werken, gecompenseerd door eventuele gelijktijdig goedgekeurde negatieve wijzigingen, die de waarde van de concessie met ten minste tien procent verhoogt, zoals geraamd bij de gunning overeenkomstig de regelgeving inzake concessiecontracten;

c. de positieve wijziging, gecompenseerd door gelijktijdig bij dezelfde akte goedgekeurde negatieve wijzigingen in de voorwaarden van deze concessies voor diensten en werken, waarvan het bedrag, samen met de bedragen van de opeenvolgende positieve wijzigingen, de waarde van de concessie met ten minste tien procent verhoogt, zoals geraamd bij de gunning overeenkomstig de regelgeving inzake concessiecontracten.”.

3^o het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt:

“§ 3. De Regering kan, telkens als de omstandigheden het verantwoorden, de bedragen bedoeld in paragraaf 1, 4^o en 5^o aanpassen.”.

Art. 8. In artikel 112^{sexies} van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 23 januari 2014 en gewijzigd bij het decreet van 4 oktober 2018:

1° in punt 4°, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

in a. wordt de tabel met de drempels voor verplichte overdracht vervangen door de volgende tabel:

	Open procedure	Bepaalde procedure Mededingingsprocedure met onderhandeling en onderhandelde procedure met voorafgaandelijke oproep tot mededinging Rechtstreekse onderhandelde procedure met bekendmaking en rechtstreekse onderhandelde procedure met voorafgaandelijke oproep tot mededinging	Onderhandelde procedure zonder bekendmaking en onderhandelde procedure zonder voorafgaandelijke oproep tot mededinging
Werken	300.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	150.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	75.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND
Leveringen en diensten	250.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	75.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	40.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND

a) b. wordt vervangen door wat volgt:

"b. de positieve wijziging van de voorwaarden van deze overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, gecompenseerd door eventuele gelijktijdig goedgekeurde negatieve wijzigingen, waardoor het oorspronkelijke bedrag van de opdracht met ten minste 10% wordt verhoogd;"

b) c. wordt vervangen door wat volgt:

"c. de positieve wijziging van de voorwaarden van deze opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, gecompenseerd door de negatieve wijzigingen die tegelijkertijd bij dezelfde akte zijn goedgekeurd, en waarvan het bedrag, samen met de bedragen van de opeenvolgende positieve wijzigingen, het oorspronkelijke bedrag van de opdracht met ten minste 10% verhoogt;"

c) d. wordt opgeheven;

d) in e. worden de woorden "200.000 euro" vervangen door de woorden "250.000 euro, btw niet meegerekend";

e) in f. worden de woorden "voor een bedrag van meer dan 75.000 euro, btw niet meegerekend" ingevoegd tussen de woorden "van een opdracht tot dienstverlening" en de woorden "door de aanbestedende overheid";

f) in g. worden tussen de woorden "van een overheidsopdracht" en de woorden "ge Gund met" de woorden "voor een bedrag van meer dan 75.000 euro, btw niet meegerekend" ingevoegd";

g) h. wordt opgeheven.

h) de volgende alinea wordt ingevoegd na de vroegere littera h:

"Voor de toepassing van deze bepaling omvat de term "overheidsopdracht" ook raamovereenkomsten."

2° punt 5° wordt vervangen als volgt:

"5° voor wat betreft de akten voor concessies:

a. l'attribution d'une concession de services ou de travaux dont la valeur estimée lors de l'attribution conformément à la réglementation relative aux contrats de concession excède 250 000 euros H.T.V.A.;

b. de positieve wijziging van de voorwaarden van deze concessies voor diensten en werken, gecompenseerd door eventuele gelijktijdig goedgekeurde negatieve wijzigingen, die de waarde van de concessie met ten minste tien procent verhoogt, zoals geraamd bij de gunning overeenkomstig de regelgeving inzake concessiecontracten;

c. de positieve wijziging, gecompenseerd door gelijktijdig bij dezelfde akte goedgekeurde negatieve wijzigingen in de voorwaarden van deze concessies voor diensten en werken, waarvan het bedrag, samen met de bedragen van de opeenvolgende positieve wijzigingen, de waarde van de concessie met ten minste tien procent verhoogt, zoals geraamd bij de gunning overeenkomstig de regelgeving inzake concessiecontracten."

3° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt:

"§ 4. De Regering kan, telkens als de omstandigheden het verantwoorden, de bedragen bedoeld in paragraaf 1, 4° en 5° aanpassen."

Art. 9. § 1. De besluiten en akten die vóór de inwerkingtreding van dit decreet zijn genomen door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en verenigingen bedoeld in hoofdstuk XII van dezelfde wet, blijven onderworpen aan de bepalingen die van kracht waren op de dag van hun aanneming.

De besluiten van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn die vóór de inwerkingtreding van dit decreet zijn genomen en betrekking hebben op het verlenen van delegaties op basis van de bij dit decreet gewijzigde artikelen, zijn echter uitvoerbaar vanaf de in artikel 10, eerste lid, vastgestelde datum van inwerkingtreding.

§ 2. De besluiten en handelingen die vanaf de datum van inwerkingtreding van dit decreet worden genomen door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en verenigingen bedoeld in hoofdstuk XII van dezelfde wet en die betrekking hebben op een wijziging van de voorwaarden van een overheidsopdracht waarvan de gunning vóór de inwerkingtreding van dit decreet onderworpen was aan de uitoefening van het Algemeen vernietigingstoezicht met verplichte overdracht, zijn onderworpen aan de artikelen 111, 4°, b. en c., en 112^{sexies}, 4°, b. en c., van hetzelfde Wetboek, zoals gewijzigd bij dit decreet.

§ 3. De besluiten en akten die vanaf de datum van inwerkingtreding van dit decreet door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en verenigingen bedoeld in hoofdstuk XII van dezelfde wet worden verricht en die betrekking hebben op een wijziging van een concessie voor diensten of werken die vanaf 1 februari 2019 maar vóór de inwerkingtreding van dit decreet is verleend, zijn onderworpen aan de verplichting tot toezending, vergezeld van hun

bewijsstukken, binnen vijftien dagen na hun aanneming, zoals bedoeld in respectievelijk de artikelen 111, 5°, en 112sexies, 5°, van hetzelfde Wetboek, zoals gewijzigd bij dit decreet.

Art. 10. Dit decreet treedt in werking op de eerste dag van de derde maand na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

In afwijking van het eerste lid treedt artikel 9, § 1, tweede lid, in werking de dag na de bekendmaking van dit decreet in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 6 oktober 2022.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie,
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag,
Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) Zitting 2022-2023.

Stukken van het Waalse Parlement 1009 (2021-2022) Nrs. 1 tot 7

Volledig verslag, plenaire vergadering van 5 oktober 2022.

Bespreking.

Stemming.

—————
SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/34178]

13 OCTOBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon portant les dispositions diverses relatives au signalement d'informations sur une irrégularité suspectée au sein d'un service du Gouvernement wallon ou d'un organisme d'intérêt public auquel est applicable le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu le rapport du 15 juin 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 novembre 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 mars 2022 ;

Vu l'avis n° 90/2022 de l'Autorité de Protection des données, donné le 13 mai 2022 ;

Vu le protocole de négociation n° 824 du Comité de secteur XVI, conclu le 3 juin 2022 ;

Vu l'avis 71.765/2/V du Conseil d'État, donné le 8 août 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement, pour le personnel visé à l'alinéa 2, la Directive 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union.

Il s'applique aux membres du personnel, aux stagiaires et aux anciens membres du personnel des services du Gouvernement wallon et des organismes d'intérêt public auxquels est applicable le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne.